

Les services publics : nos assises économiques et sociales

La plupart des gens reconnaissent que les services publics sont la pierre angulaire de communautés vigoureuses. Mais les emplois et les services publics jouent un rôle tout aussi important dans la consolidation de nos assises économiques.

Des écoles, des garderies, des soins de santé, des bibliothèques, des transports en commun, des parcs, des programmes de loisirs, des logements à coût abordable, des services sociaux et d'autres services publics de grande qualité sont ce qui attire les gens vers certains quartiers. Ces services favorisent le dynamisme et la santé des communautés. Ils aident aussi à sortir les gens de la pauvreté, tout en permettant à chacun de s'instruire, de travailler et de prospérer.

L'investissement public, c'est rentable

Les services publics sont essentiels à une croissance économique solide et durable :

- Chaque dollar investi dans l'infrastructure publique assure un rendement annuel de 17 pour cent en économies de coûts pour les entreprises seulement.¹
- On estime que chaque dollar investi dans les garderies produit des bénéfices économiques pour la société d'une valeur de 2,54 \$, dont près d'un dollar de revenu pour les gouvernements.²
- Les investissements dans les services publics sont essentiels à la hausse de la productivité et de la compétitivité économiques du Canada, en plus d'attirer des entreprises dynamiques.³

Les services publics et les dépenses publiques sont critiques en période de crise économique. La stabilité des emplois du secteur public et des dépenses publiques a protégé les Canadiens contre les pires effets de la récession :

- Les dépenses fédérales de relance économique auront permis de créer ou de maintenir 220 000 emplois d'ici la fin de 2010.⁴
- Si les gouvernements fédéral et provinciaux avaient réduit les dépenses pour équilibrer leurs budgets en 2009-2010, le chômage au pays aurait presque doublé – autrement dit, au moins un million de personnes de plus auraient été sans emploi.⁵

La plupart des emplois créés par les dépenses de relance économique fédérales l'ont été dans le secteur privé. Le nombre de personnes travaillant dans le secteur public n'a presque pas augmenté depuis la récession. Et bien que les travailleurs du secteur public n'aient pas causé cette crise économique, ce sont souvent eux qui en paient les conséquences par des licenciements et des gels de salaires, au moment même où la demande pour les services qu'ils offrent augmente.

La reprise économique commence avec les services publics

De nombreuses municipalités subissent des pressions financières croissantes. Dans certaines communautés, les employeurs locaux ayant mis fin à leurs activités et licencié des travailleurs ont causé les problèmes les plus immédiats. Mais la pression vient aussi des demandes accrues imposées aux municipalités depuis longtemps –

**À votre service
comme personne**

SCFP / Syndicat canadien
de la fonction publique

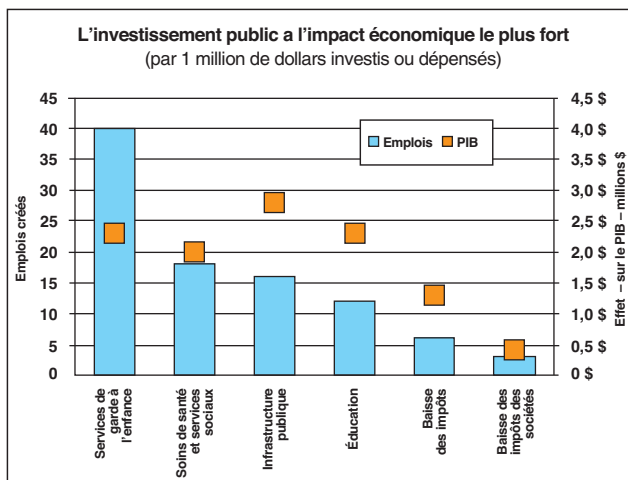


elles doivent se débrouiller avec des pouvoirs fiscaux limités, la réduction des transferts et le délestage de nombreuses responsabilités. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont encore aggravé le problème en se retirant de la prestation des programmes sociaux et en rejetant sur les municipalités la responsabilité d'assurer un filet de sécurité sociale dont les mailles s'agrandissent sans cesse.⁶

Mais en réduisant leurs dépenses, les administrations locales se trompent. On n'a qu'à regarder chez nos voisins du sud pour constater les dommages qu'ont causés les compressions budgétaires imposées par les administrations locales et les États. La diminution des dépenses publiques pourrait court-circuiter la lente et fragile reprise économique du Canada et replonger l'économie en récession.

La réduction des services et des emplois publics est une fausse économie. L'élimination d'un emploi du secteur public peut faire perdre quatre autres emplois locaux, car les dépenses et les services chutent dans l'économie locale.⁷ Les retombées s'étendent à mesure que les recettes municipales s'étiolent et que la demande pour les services communautaires gonfle, créant ainsi une autre spirale économique à la baisse.

L'investissement dans les services publics assure un meilleur élan économique et crée plus d'emplois que les baisses d'impôts. Les services publics produisent entre deux et six fois plus d'emplois que des dépenses équivalentes en baisses d'impôts. Les services publics donnent également



des taux de croissance économique plus élevés (voir le tableau). Les mesures qui profitent aux ménages à faible revenu permettent aussi de stimuler l'économie.⁸

Lorsque des services publics sont privatisés, ces bienfaits économiques s'évaporent. Les communautés échangent de bons emplois stables contre des postes moins bien payés, souvent temporaires ou occasionnels. Les profits sont détournés hors de la région.

La sous-traitance n'apporte que peu ou pas d'économies. Les administrations municipales peuvent économiser et stimuler l'économie locale en rapatriant à l'interne les services sous-traités et en évitant de conclure des partenariats public-privé, risqués et coûteux.

À court terme, les compressions dans les services publics et les emplois du secteur public ne feront qu'aggraver la situation—ce que les communautés ne peuvent pas se permettre. En fin de compte, nous aurons besoin d'une réforme fiscale progressiste et d'un partage plus équitable des recettes fiscales entre les différents ordres de gouvernement pour assurer la solidité des assises économiques et sociales de nos communautés.

¹ Statistique Canada. *L'effet de l'infrastructure publique sur les estimations de la productivité multifactorielle au Canada*, 2009.

² Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance. *Une analyse bibliographique sur les effets socioéconomiques des services de garde et avantages nets*. Résumé.

³ Forum économique mondial, Rapports sur la compétitivité globale.

⁴ Projet budgétaire fédéral 2010, p. 285.

⁵ Les déficits fédéral et provinciaux combinés étaient estimés à 87 milliards de dollars en 2009-2010. Avec un multiplicateur d'emplois moyen de 15 emplois pour 1 million de dollars de dépenses publiques, ce chiffre se traduit par 1,3 million d'emplois.

⁶ Fédération canadienne des municipalités, *Renforcer le filet social dégradé au Canada : le rôle des gouvernements municipaux*, mars 2010.

⁷ Informetrica Ltd. *Review of Ottawa City Budget: Local Impacts due to Service Reductions* (Analyse du budget de la Ville d'Ottawa : effets locaux dus aux réductions de services). Décembre 2007.

⁸ Projet budgétaire fédéral 2010, p. 281.